

COMMUNIQUE N°042/ODEP/DECEMBRE/2025

FARDC ET SECURITE NATIONALE : L'ODEP INTERPELLE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

L'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) regrette amèrement les propos tenus par le Président de la République, affirmant que lors de son accession au pouvoir, il aurait trouvé « une armée de clochards », déclarations faites lors de son entretien avec la jeunesse kinoise. Ces propos, d'une dureté inacceptable, sont condamnés avec la dernière énergie par l'ODEP. En sa qualité de Commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), le Président de la République ne peut, en aucun cas, se permettre de tenir de tels propos à l'égard de l'armée nationale.

À l'attention de Son Excellence Monsieur le Président de la République, **Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**, l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) appelle solennellement au respect de la dignité, de l'honneur et du sacrifice des militaires des FARDC, nos frères et sœurs engagés sur les lignes de front, aujourd'hui durement éprouvés par les conséquences d'une gouvernance sécuritaire défaillante et d'une politique de défense inefficace.

Tenir de tels propos, c'est non seulement cracher sur la mémoire de nos vaillants militaires qui se battent courageusement au front, mais aussi mépriser ceux qui ont perdu la vie pour la patrie au cours des 30 dernières années de crises à l'Est, laissant leurs familles femmes et enfants totalement négligées par le gouvernement. Et si cela ne suffisait pas, les insulter en les qualifiant de « clochards » constitue un outrage inadmissible à leur honneur et à leur engagement suprême pour la nation.

Même en admettant, à titre d'hypothèse, que ces propos soient fondés, la question prioritaire demeure : qu'a apporté le Chef de l'État pour « **déclochardiser** » cette armée depuis son arrivée au pouvoir ?

Sur le terrain, rien ne prouve une quelconque amélioration de la situation. Au contraire, le pays continue de perdre des territoires et des villes, les FARDC se limitant à des replis dits stratégiques, sans que ceux-ci ne soient suivis de contre-offensives efficaces permettant de récupérer ne serait-ce qu'un centimètre des espaces occupés.

Par ailleurs, les fonds mobilisés pour l'accompagnement logistique de l'armée font l'objet de détournements massifs, sans que les auteurs de ces actes ne soient inquiétés. Pendant ce temps, la République démocratique du Congo a perdu successivement Goma, Bukavu et, aujourd'hui, Uvira. Face à cette situation alarmante, aucune action sérieuse et décisive n'est entreprise.

Le ministre de la Défense nationale ainsi que les chefs d'état-major général des FARDC demeurent en fonction, alors que l'absence de résultats est évidente et largement constatée. Il est incompréhensible que ces responsables soient maintenus à leurs postes alors qu'aucune action concrète n'est entreprise pour récupérer ne

serait-ce qu'un centimètre du territoire national occupé, une situation profondément regrettable.

Dès lors, une seconde question fondamentale s'impose : **Existe-t-il réellement une volonté politique de récupérer les territoires occupés par l'AFC/M23 ?**

L'ODEP estime que cette volonté politique fait défaut, au regard des nombreux signaux préoccupants observés. La gestion de la crise sécuritaire s'est révélée largement en deçà des exigences imposées par la gravité de la situation. Elle est caractérisée par l'absence d'une stratégie claire et cohérente, des défaillances opérationnelles persistantes et des détournements récurrents des ressources publiques.

Par ailleurs, alors que le contexte sécuritaire aurait dû imposer une politique rigoureuse de rationalisation et de réduction du train de vie de l'État, les institutions publiques continuent de fonctionner au-delà des exigences et des priorités nationales. De manière paradoxale, des dépassements budgétaires sont enregistrés année après année depuis l'accession au pouvoir du **Président Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**, sans qu'aucune mesure corrective sérieuse ne soit engagée. Bien au contraire, cette dérive budgétaire s'aggrave, surtout à la Présidence de la République. En 2024, la Présidence disposait d'une prévision rectificative de **850,344 milliards FC** ($\approx 303,514$ millions USD), mais a exécuté **1 884,000 milliards FC** ($\approx 672,046$ millions USD), soit un dépassement de **+1 033,656 milliards FC**, équivalant à **+121,6 %**, avec un taux d'exécution de **221,6 %**.

Vu les enjeux sécuritaires annoncés par le Président de la République de mettre fin à la guerre, l'ODEP constate que le bilan de ces sept années de gestion est totalement chaotique, avec un échec monumental. L'ODEP invite donc le Président de la République à prendre **dès maintenant les décisions courageuses et efficaces** qui permettront de sauver son deuxième mandat. Il n'est jamais trop tard pour finir son mandat en beauté et laisser notre pays à quelqu'un d'autre qui fera mieux les choses et luttera contre tous les maux qui se sont amplifiés avec son régime.

Fait à Kinshasa, le 15 Décembre 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique

